

*Santé et bien-être*

quoi le gouvernement ne peut-il pas découvrir maintenant un moyen de garantir que les vieillards pourront obtenir les médicaments nécessaires sans devoir puiser dans leurs ressources financières déjà limitées? Le gouvernement n'a pas dit grand-chose dans ce domaine. Il doit être évident que cette situation représente, pour bien des Canadiens, un problème énorme, voire même critique.

La province de la Nouvelle-Écosse, depuis un certain temps, fournit gratuitement l'insuline à ceux qui en ont besoin, à condition qu'ils répondent à certaines exigences fondamentales. Les médicaments destinés aux personnes âgées pourraient leur être fournis de façon semblable si le gouvernement souhaitait résoudre ce problème chronique sans tarder et faire preuve de compassion.

J'espère qu'à la suite de ce débat le gouvernement fera de cette question une priorité et présentera un programme pour résoudre le problème. Avant de me rasseoir, qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir que ceux qui participeront à ce débat n'iront pas dire sur-le-champ: «Mais ceci va coûter des millions de dollars et nous ne pouvons nous le permettre». J'espère que personne ne dira cela.

**M. Bell:** On n'oserait pas.

**M. Muir:** Il semble que les gouvernements peuvent trouver de l'argent pour à peu près n'importe quoi. Tout est bon. Il y a apparemment de l'argent pour les idées les plus inusitées et fantaisistes. Si quelqu'un demande: «Où allons-nous prendre l'argent pour ce programme?» Je répondrai, comme l'a fait le chef de mon parti, que l'abolition d'Information Canada libérerait 10 millions de dollars. C'est un début. Ou alors consultez le rapport de l'Auditeur général. C'est de la lecture intéressante. Vous verrez qu'au cours des dix dernières années, il y a eu un gaspillage évident de millions de dollars qu'on a dépensés inutilement et sans résultats. En éliminant les gaspillages dont on parle dans ces rapports, on récupérerait d'autres millions.

Avant de me rasseoir j'aimerais signaler que nous envoyons, sous forme de prêts et de subventions chaque année, des millions de dollars en aide à l'étranger. J'espère que personne ne se lèvera, horrifié, pour dire: «Muir est contre l'aide à l'étranger. N'est-ce pas affreux?» Non, ce n'est pas si affreux. Permettez-moi de dire sur-le-champ que je ne suis pas contre l'aide aux nouveaux pays et à ceux qui en ont besoin. Ce n'est pas si affreux quand on considère le nombre de citoyens âgés qui vivent dans des taudis et des mansardes, en dépit de la dernière petite augmentation des pensions de vieillesse. Ce n'est pas si affreux quand on sait que certaines gens sont très malades et qu'ils arriveront au bout de leur corde beaucoup plus tôt qu'ils n'y arriveraient normalement parce qu'ils ne peuvent s'acheter de médicaments. Je suis certain que nous savons tous, tout particulièrement les médecins qui siègent ici, jusqu'à quel point les médicaments sont importants, et leurs prix montent en flèche.

Dans le débat suivant, j'espère que les députés feront consigner leur opinion au compte rendu et que le gouvernement en arrivera rapidement à demander au ministre de présenter un bill—et il peut s'agir d'un simple bill—qui prévoirait de donner gratuitement des médicaments à tous ceux qui ont droit au supplément de revenu garanti.

**M. S. Victor Railton (Welland):** Monsieur l'Orateur, avant de commenter la motion, je voudrais féliciter le député de Cape Breton-The Sydneys (M. Muir) de s'être fait le porte-parole de sentiments très répandus. Je pense qu'on pourrait difficilement trouver un député qui n'ad-

mettrait pas qu'il soit souhaitable d'adopter sur-le-champ le genre de bill que le député a proposé. Cependant, il y a beaucoup de choses qu'il convient d'examiner. Je crois que nous devrions considérer tout le problème de l'aide médicale dans le cadre de l'assistance sociale.

Il me semble que la motion du député est semblable à celle qu'a proposé le député d'Oxford (M. Nesbitt). Les deux motions sont datées du 12 janvier et elles reprennent les mêmes sujets. La motion de mon préopinant s'en tient aux questions de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti alors que le député d'Oxford a parlé des problèmes de tous les nécessiteux. La motion du député d'Oxford a été débattue le 2 avril et l'ensemble du problème de la pauvreté a alors été abordé.

Bien que nous nous répétions souvent dans nos débats à ce sujet et bien que certains puissent trouver que c'est vieux jeu, nous devons admettre que l'on a fait bien des commentaires au sujet de la pauvreté depuis deux ou trois ans et que l'on en a donné une définition. Bien entendu, je fais allusion au rapport Croll. Le comité en question, présidé par le sénateur Croll, a parcouru le Canada et a tiré certaines conclusions. Pour résumer une longue histoire, nous savons que près de 25 p. 100 de la population canadienne qui, à l'heure actuelle est d'environ 22 millions d'habitants, vit tout près ou en deçà du seuil de la pauvreté. Qu'est-ce que le seuil de la pauvreté? A ce moment-là, on a dit que c'était l'état d'une personne qui vivait à un niveau minimum qu'on a représenté par un revenu d'à peu près \$4,000 par année. Il est évident qu'un tel revenu ne procurerait aucun superflu. Cette définition s'applique toujours je crois, et je pense que la Chambre l'a invoquée dans toutes ses discussions.

Je crois que le Parlement a cru faire un grand pas en relevant la pension des anciens combattants de plusieurs centaines de dollars par année. Le député a mentionné le supplément de revenu garanti et a parlé aussi, je crois, du revenu annuel garanti qui, d'une certaine manière, est semblable au principe de la pension des anciens combattants. Fait intéressant, beaucoup de gens considèrent les pauvres avec pitié et mépris. Dernièrement, on a publié un rapport où il était question des pauvres, des assistés sociaux et des gens qui ont dû accepter l'aumône. Il a été prouvé que les gens qui se trouvent dans cette situation déplorable ne sont pas des chômeurs professionnels. Quatre-vingt-dix-huit p. 100 d'entre eux veulent travailler. A mon avis, tous les Canadiens s'en rendent compte. Depuis que l'assurance-chômage a été instituée, on a tellement parlé des gens qui refusent de travailler que j'en ai marre. La plupart des gens que j'ai soignés comme médecin ne relèvent pas de cette catégorie. Si les gens sont formés de façon appropriée, instruits et capables de trouver un emploi, ils tiennent absolument à travailler.

● (1620)

Cette étude a révélé également que les enfants qui proviennent de ce groupe n'héritent aucunement d'une mentalité de parasite de l'assistance sociale. En fait, certains des plus brillants esprits et des notables dans notre société proviennent de ce groupe. Tout d'abord, nous devons comprendre que la pauvreté est une autre maladie. Nous devons faire de notre mieux pour la guérir. Combien appartiennent à ce groupe? Des entretiens avec les auteurs du rapport semblent indiquer qu'il y en a environ 5 millions et demi.

Une autre donnée statistique indique que le coût annuel des médicaments d'ordonnance, ce qui ne comprend pas les aspirines, le remède Lydia Pinkham, et autres produits